

DECISION DU PRESIDENT N° D2021-47

Objet : Accompagnement de la Métropole du Grand Paris pour le suivi juridique d'un appel à initiatives privées au plan de solarisation de la Métropole du Grand Paris

Le Président de la Métropole du Grand Paris,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L. 5219-1,

Vu le code de la commande publique et notamment l'article R. 2122-2,

Vu le décret n° 2015-1212 du 30 septembre 2015 constatant le périmètre fixant le siège et désignant le comptable public de la Métropole du Grand Paris,

Vu l'élection du Président de la Métropole du Grand Paris du 9 juillet 2020,

Vu la délibération CM2020/07/20/04 du Conseil de la Métropole du 20 juillet 2020 portant délégation d'attributions du Conseil de la Métropole du Grand Paris au Président pour prendre des décisions dans les domaines limitativement énumérés parmi lesquels « *prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres de fournitures et de services, et de travaux d'un montant inférieur aux seuils communautaires applicables aux collectivités territoriales en vigueur ainsi que toute décision concernant leur avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget* »,

Vu l'arrêté du président n°2020-122 du 1er octobre 2020 portant délégation de signature à Paul Mourier, directeur général des services de la Métropole du Grand Paris,

Vu la décision du président n°D2020-99 déclarant sans suite le lot n°2 de la consultation relative à l'évaluation de faisabilité de projets locaux de solarisation du patrimoine immobilier public et accompagnement à la rédaction du cahier des charges d'un appel à initiatives privées, pour cause d'infructuosité,

Considérant la nécessité pour la Métropole de bénéficier d'un accompagnement pour le suivi juridique d'un appel à initiatives privées au plan de solarisation de la Métropole du Grand Paris,

Considérant qu'au terme d'une procédure sans publicité ni mise en concurrence préalables en application de l'article R. 2122-2 du code de la commande publique, l'offre du cabinet GB2A AVOCATS a été retenue,

DECIDE

Article 1 : La conclusion du marché relatif à l'accompagnement pour le suivi juridique d'un appel à initiatives privées au plan de solarisation de la Métropole du Grand Paris avec le cabinet GB2A AVOCATS, sis 7 place Gardin - 14000 CAEN, pour un montant forfaitaire de 39 500,00 € HT et ce pour une durée d'un an.

Article 2 : La dépense sera imputée au budget 2021, chapitre 011.

Article 3 : Ampliation de la présente décision sera adressée à :

- Monsieur le Préfet de la région Ile-de-France ;
- Monsieur le Trésorier

Par ailleurs notification en est faite au prestataire.

Fait à Paris, le **04 MAI 2021**

Pour le Président et par délégation,



Paul MOURIER
Directeur général des services



Le Président certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de la présente décision et informe que celle-ci peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Paris dans le délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication de l'acte.